



Bruxelles, le 25 avril 2008

NOTE D'INFORMATION¹

CONSEIL "AFFAIRES GÉNÉRALES ET RELATIONS EXTÉRIEURES"

Mardi 29 avril à Luxembourg

*Le Conseil, qui entamera ses travaux à 10 heures, se penchera essentiellement sur les relations extérieures, notamment la **Birmanie/le Myanmar, l'Iraq, le Zimbabwe, le Pakistan et le Proche-Orient.***

*Au cours du déjeuner, les ministres discuteront, entre autres, de la situation dans les **Balkans occidentaux.***

Conférence de presse: à la fin du Conseil, à partir de 15 heures environ.

Les conférences de presse et les manifestations publiques seront retransmises par lecture vidéo en transit ("video streaming"):

<http://www.consilium.europa.eu/videostreaming>

*
* *

En marge du Conseil:

Lundi 28 avril:

11 heures Conseil d'association UE-Égypte, avec conférence de presse à 13h30 environ;

15 heures Réunion de la troïka avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO);

15 heures Réunion de la troïka avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe;

18 heures Conseil de stabilisation et d'association UE-Croatie, avec conférence de presse à 19h30 environ;

Mardi 29 avril:

18h30 Réunion de la troïka avec la Russie, avec conférence de presse à 19h30 environ.

¹ Cette note a été établie sous la responsabilité du service de presse.

SESSION CONSACRÉE AUX RELATIONS EXTÉRIEURES

Zimbabwe

Le Conseil examinera la situation au Zimbabwe. Il devrait se déclarer préoccupé par le retard constaté dans la proclamation des résultats de l'élection présidentielle du 29 mars, ainsi que par les informations faisant état d'actes d'intimidation, de violations des droits de l'homme et de violences, voyant dans ces actes des attaques ciblées, reposant sur des motifs politiques, contre des partisans du changement démocratique.

Le Conseil insistera sur le rôle que les autres pays de la région, la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) et l'Union africaine ont à jouer dans le règlement de la crise au Zimbabwe; par ailleurs, il se félicitera de la tenue d'un sommet extraordinaire de la CDAA le 13 avril à Lusaka.

Le Conseil continuera à suivre de près l'évolution de la situation et à explorer les pistes permettant d'accentuer la pression sur ceux qui sont à l'origine des actes de violence et d'intimidation encouragés par l'État.

Proche-Orient

Le Conseil examinera la situation au Proche-Orient, en évaluant les perspectives pour le processus d'Annapolis (lancé en novembre 2007) et le suivi de la conférence des donateurs qui s'est tenue à Paris (décembre 2007).

Ces travaux se dérouleront avant les réunions du Comité de liaison ad hoc et du Quatuor qui auront lieu le 2 mai à Londres, et la conférence sur les investissements dans les territoires palestiniens qui se tiendra à la fin du mois de mai à Bethléem.

Iraq

Le Conseil fera le point de la situation concernant l'Iraq, à la suite de la tenue, le 22 avril au Koweït, de la conférence internationale visant à promouvoir l'économie, la sécurité et les relations diplomatiques de l'Iraq, et compte tenu de la préparation d'une deuxième réunion consacrée au "pacte international avec l'Iraq", prévue pour le 29 mai à Stockholm.

Lors d'une rencontre qui a eu lieu le 16 avril à Bruxelles, le Haut Représentant de l'UE, M. Javier Solana, et le Premier ministre iraquien, M. Nouri Al-Maliki, sont convenus de continuer à renforcer les relations dans tous les domaines et en particulier dans la reconstruction, l'énergie et l'aide aux réfugiés. Ils ont rappelé que les pays voisins avaient un rôle important à jouer dans la stabilisation de l'Iraq et de toute la région. Ils ont également souligné l'importance que revêtent les réunions du Koweït et de Stockholm pour l'avenir de l'Iraq.

Dans une déclaration en date du 22 avril, l'UE a salué la tenue de la conférence internationale au Koweït. Elle a exprimé une nouvelle fois son soutien sans faille au processus engagé par les pays voisins de l'Iraq et a souligné les avantages que procure à toutes les parties la poursuite du dialogue et de la coopération entre l'Iraq, ses voisins et la communauté internationale. L'UE a aussi appelé tous les partenaires présents dans la région à œuvrer en faveur de la stabilisation politique et de la reconstruction de l'Iraq en concrétisant les engagements pris au cours du processus des pays voisins et en mettant en œuvre d'autres mécanismes.

Pakistan

Le Conseil examinera l'évolution récente de la situation au Pakistan. Le Haut Représentant, M. Javier Solana, rendra compte de la visite qu'il a effectuée à Islamabad le 22 avril.

Le Conseil devrait se féliciter des progrès accomplis dans le processus démocratique au Pakistan et prendre acte de ce que les élections du 18 février, dont on estime généralement qu'elles ont permis une véritable concurrence entre plusieurs candidats et qu'elles ont suscité une confiance accrue parmi la population, ont offert au Pakistan et à l'UE de nouvelles possibilités d'améliorer et d'approfondir leurs relations.

Dans ce contexte, le Conseil devrait esquisser des perspectives pour ces relations, en mettant tout particulièrement l'accent sur le développement économique et le commerce, la non-prolifération, la lutte contre le terrorisme, le renforcement des institutions démocratiques, les droits de l'homme, les migrations, l'éducation, les questions interculturelles et la coopération régionale, ainsi que sur les grandes questions internationales.

Le Conseil devrait adopter des conclusions allant dans ce sens.

Birmanie/Myanmar

Le Conseil discutera de la situation qui règne en Birmanie/au Myanmar. Il devrait déclarer que celle-ci ne laisse pas de l'inquiéter et engager à nouveau instamment les autorités du pays à prendre rapidement des mesures en vue de permettre la transition vers un gouvernement civil légitime et la réconciliation nationale.

Le Conseil devrait souligner que seul un processus associant pleinement tous les acteurs du pays conduira à la réconciliation nationale et à la stabilité, et que, dès lors, le projet de constitution, le référendum et les élections, tels qu'ils sont actuellement envisagés, ne permettront pas de résoudre les nombreux problèmes auxquels la Birmanie/le Myanmar doit faire face. Le Conseil devrait notamment engager les autorités du pays à autoriser la tenue d'un débat libre et ouvert sur la constitution avant le référendum du 10 mai, à s'assurer que le référendum sera libre et régulier et à proposer qu'il fasse l'objet d'une observation internationale; il devrait en outre leur demander instamment de garantir la transparence du processus politique.

Le Conseil devrait rappeler l'attachement indéfectible de l'UE au bien-être de la population de la Birmanie/du Myanmar, comme en témoigne l'aide importante fournie par l'Union et ses États membres.

Le Conseil devrait également prendre une décision pour ce qui est du renouvellement des mesures restrictives adoptées à l'encontre des personnes responsables des violations des droits de l'homme en Birmanie/au Myanmar et de l'évolution insuffisante de la situation dans le pays.

Le Conseil devrait adopter des conclusions allant dans ce sens.

Balkans occidentaux

Au cours du déjeuner, les ministres examineront la situation dans les Balkans occidentaux, notamment à l'approche des élections législatives qui se dérouleront le 11 mai en Serbie.

Le Conseil devrait aussi adopter des conclusions portant sur les points suivants:

Bosnie-Herzégovine:

- saluer la conclusion de la première phase de la réforme de la police, grâce à l'adoption récente des deux lois relatives à la police, et rappeler qu'un accord sur la réforme de la police qui respecte les principes énoncés par l'UE est l'une des conditions nécessaires à de nouvelles avancées sur la voie de la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association (ASA) avec l'UE;
- souligner l'importance que revêtira le futur ASA, qui constituera un cadre essentiel pour les relations entre l'UE et la Bosnie-Herzégovine, et engager toutes les forces politiques de la Bosnie-Herzégovine à unir leurs efforts pour poursuivre avec détermination le programme de réformes, notamment en répondant aux priorités fixées dans le partenariat européen;
- inviter la Commission à entamer dès que possible un dialogue avec la Bosnie-Herzégovine en ce qui concerne les visas.

Communication de la Commission sur les Balkans occidentaux:

- saluer la communication de la Commission intitulée "Balkans occidentaux: renforcer la perspective européenne", qui a servi de base aux discussions menées à l'occasion de la réunion informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE ("Gymnich") et du forum UE-Balkans occidentaux à Brdo (Slovénie) le 29 mars;
- souligner les progrès réalisés ces dernières années grâce au processus de stabilisation et d'association entre l'UE et les Balkans occidentaux, ainsi que la nécessité de rendre la perspective européenne tangible et plus visible pour les populations des Balkans occidentaux;
- saluer des initiatives comme l'ouverture d'un dialogue sur la libéralisation des visas, ainsi que l'intention de la Commission d'augmenter encore le nombre de bourses d'études accordées à des étudiants originaires des Balkans occidentaux.

Divers

- *Politique européenne de voisinage*

Au cours du déjeuner, la Commission présentera une communication relative aux progrès accomplis récemment en ce qui concerne les plans d'action établis dans le cadre de la politique européenne de voisinage.

- *Géorgie*

Au cours du déjeuner, le Conseil procédera à un échange de vues sur les derniers développements intervenus en ce qui concerne la Géorgie.

- *Piraterie maritime*

Le Conseil procédera à un échange de vues concernant les incidents de piraterie qui ont eu lieu récemment au large de la Somalie, en vue d'évaluer comment l'UE pourrait contribuer à une réaction internationale à ce fléau sous l'égide des Nations unies.

Autres points

Le Conseil devrait en outre adopter plusieurs autres points, parmi lesquels:

- Ouzbékistan: décision concernant une prorogation de la suspension de certaines mesures restrictives; conclusions du Conseil;
 - relations avec la Russie: directives de négociation du Conseil en vue d'un nouvel accord établissant un cadre global pour les relations UE-Russie.
-